



## Marché public du Parc national des Calanques

**Référence :** 24 002 PNCAL

**Intitulé de la consultation :** Location et entretien de cabines de toilettes sèches dans le Parc national des Calanques.  
**Lot 1 :** Cabines de toilettes sèches à séparation  
**Lot 2 :** Cabines de toilettes sèches à litière

**Lien permettant le téléchargement  
du DCE sur le site PLACE :**

[https://www.marches-  
publics.gouv.fr/app.php/entreprise/con-  
sultation/2499116?orgAcronyme=d4t](https://www.marches-publics.gouv.fr/app.php/entreprise/consultation/2499116?orgAcronyme=d4t)

**Date et heure limite de  
réception des offres :**

**le 19/04/2024 à 16h00**



Dossier suivi par Vanessa Saulnier-Cabane  
Téléphone : 07 86 00 31 06

# MARCHE PUBLIC DE FOURNITURE ET DE SERVICES

MARCHE N° 24 002 PNCAL

## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

---

### NOM DE L'ORGANISME ACHETEUR

---

Établissement public du Ministère de la Transition écologique  
Parc national des Calanques  
141 avenue du Prado  
13008 Marseille

---

### OBJET DU MARCHE

---

**Location et entretien de cabines de toilettes sèches dans le Parc national des Calanques (PNCaI)**

**Lot 1 – Cabines de toilettes sèches à séparation**

**Lot 2 : Cabines de toilettes sèches à litière**

**Date limite de réception des offres : le 19 avril 2024 à 16h00**

Date limite de dépôt des questions sur la consultation : 10 avril 2024

# 1. Présentation du projet de marché

## 1.1 Description de l'accord cadre

**Objet** du présent accord cadre : Location et entretien de cabines de toilettes sèches dans le Parc national des Calanques (PNCa).

**Description du marché** : compte-tenu de la fréquentation croissante du territoire du Parc national des Calanques et de ses impacts divers, le PNCAL poursuit l'expérimentation d'équipements sanitaires afin d'améliorer la gestion des sites et le confort des usagers par la mise en place de toilettes sèches.

**Lieu d'exécution** : Parc national des Calanques (département des Bouches-du-Rhône - 13)

**Classification CPV :**

- 50760000-0 : réparation et entretien de toilettes publiques
- 45215500-2 : toilettes publiques
- 44211100-3 : bâtiments modulaires préfabriqués

**Procédure de passation :**

Appel d'offres ouvert, en vertu de l'article R.2124-1 et R. 2124-2 1° du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant application du code de la commande publique.

Le marché est alloti (Article R 2113-1, allotissement).

Accord-cadre à bons de commande mono attributaires (R.2162-9), à bons de commande (articles R 2162-13 et 2162-14) (lots 1 et 2).

**Structure de la consultation**

Les candidats peuvent répondre à un lot ou aux deux lots.

- Lot 1 : cabines de toilettes sèches à séparation
- Lot 2 : cabines de toilettes sèches à litière

**Mini / maxi :**

Lot 1 : commande annuelle de 8 cabines minimum, et de 16 cabines maximum

Lot 2 : commande annuelle de 4 cabines minimum, et de 20 cabines maximum

**Durée du marché** : 1 renouvelable 3 fois, soit 4 ans maximum.

**Négociation :**

Sans objet, appel d'offres ouvert.

## 1.2 Conditions économiques

Les prix sont établis aux conditions économiques en vigueur au mois de la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre.

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de cette date.

Le paiement intervient, après service fait, dans un délai global maximal de 30 jours comptés à partir de la date de réception de la facture.

Le financement est assuré sur le budget du Parc national des Calanques (PNCa) et en partie par la ville de Marseille pour l'année 2024.

## 1.3 Comment prendre connaissance du projet

**Le dossier de consultation comprend :**

- RC : règlement de consultation commun aux deux lots,
- AE : acte d'engagement de l'accord-cadre pour chacun des lots,

- CCAP : cahier des clauses administratives particulières commun aux 2 lots,
- CCTP : cahier des clauses techniques particulières commun aux 2 lots et ses 2 annexes
- BPU : bordereaux des prix unitaires pour chacun des lots\*
- DQE : devis des quantités estimatives pour chacun des lots\*
- Cadre de mémoire technique pour chacun des lots.

\* Pour chacun des lots, le BPU et le DQE figurent sur le même tableur. L'attention des candidats est portée sur le fait que les cellules du tableur « DQE » sont préprogrammées (report des prix unitaires indiqués au BPU et somme), il leur appartient néanmoins de vérifier la cohérence des calculs et d'apporter des corrections si nécessaire.

**Il n'est pas prévu de visite sur site.**

### **Renseignements complémentaires :**

Les candidats qui désirent obtenir des renseignements complémentaires sur le dossier de consultation, doivent exprimer leur demande via la plate forme des achats de l'État <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Afin que les renseignements complémentaires soient envoyés aux opérateurs économiques quatre jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, il est demandé aux candidats d'envoyer leurs questions dans un délai raisonnable.

**Ce délai est fixé à six jours ouvrés francs** (jours ouvrés francs signifie du lundi au vendredi sans compter le jour de la demande et la date limite de remise des plis) au plus tard avant la date limite de réception des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le caractère impératif de ces délais afin de permettre la transmission des renseignements à l'ensemble des concurrents dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats visé à l'article L.3 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique.

**Rappel** : comme indiqué dans le Manuel Entreprises de la plate forme des achats de l'État, « **en cas de téléchargement anonyme, l'Utilisateur Entreprise renonce explicitement à recevoir les informations (alertes) de modifications de consultation** ».

## **2. Conditions de participation et examen des candidatures et des offres**

*En référence aux articles R.2144-3 à 5 et R.2161-4 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018, l'acheteur peut décider d'examiner les offres avant les candidatures.*

### **2.1 Conditions de participation**

#### **Traduction**

Les documents, constituant ou accompagnant l'offre, rédigés dans une autre langue que le français, doivent être accompagnés d'une traduction en français.

#### **Groupement**

Les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer aux procédures de passation de marchés publics aux conditions énoncées à l'article R. 2151-7 du décret 2018-1075 sus cité.

Conformément à cet article, un même prestataire ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement, pour un même marché.

De plus, conformément à ce même article, pour la présente consultation, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres, en agissant à la fois :

- 1° En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- 2° En qualité de membres de plusieurs groupements.

L'appréciation des éléments de capacités professionnelles, techniques et financières d'un groupement est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des compétences requises pour l'exécution du marché.

Les entreprises appartenant à un même groupe, mais renonçant à leur autonomie commerciale et technique peuvent se concerter pour établir leurs propositions, à condition de faire connaître au représentant du PNCaI, lors du dépôt de leurs offres, la nature des liens qui les unissent et le caractère concerté de leurs offres.

Les entreprises appartenant à un même groupe, mais ayant fait le choix de conserver leur autonomie commerciale et technique, sont considérées comme des entreprises distinctes et doivent présenter leurs offres dans le respect des règles de la concurrence. Le PNCaI se réserve le droit de demander une enquête auprès de la direction départementale de la protection des populations.

## **2.2 Contenu et examen de la candidature**

Les entreprises de création récente communiqueront les éléments globaux de capacités financières, techniques et professionnelles depuis leur création.

### **2.2.1 Utilisation des formulaires DC1 et DC2**

Ils peuvent être téléchargés à partir des liens suivants : <http://www.economie.gouv.fr/daj>

- **Lettre de candidature** ou **DC1**, comprenant l'identification du candidat, l'objet du marché, la nature du groupement, l'identification des membres du groupement et la déclaration sur l'honneur.

Les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour présenter les autres membres du groupement. *Les membres du groupement devront remettre les documents, attestations et renseignements mentionnés au présent paragraphe.*

- **Déclaration du candidat** ou **DC2**, dûment renseignée de manière précise et exhaustive.

### **2.2.2 Utilisation du document unique de marché européen (DUME) :**

En application de l'article R. 2143-4 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des documents mentionnés au § 2.2.1 ci-dessus (article R. 2143-3 du décret sus cité).

En ce qui concerne les conditions de participation, le candidat n'est pas autorisé à se limiter à indiquer dans le Document Unique de Marché Européen qu'il dispose de l'aptitude et des capacités requises. En conséquence, il est demandé aux candidats de remettre les renseignements et documents mentionnés ci-dessous au § 2.2.3.

En cas de groupement momentané d'entreprises, chaque entreprise membre du groupement remettra un Document Unique de Marché Européen.

En cas de sous-traitance, chaque sous-traitant aux capacités desquelles le candidat a recours remettra un Document Unique de Marché Européen.

En cas d'allotissement avec des critères de sélection de candidature différents, le candidat fournira un DUME pour chacun des lots différents auquel il répond.

En référence à l'article R. 2151-12 du décret sus cité, le Document Unique de Marché Européen remis par le candidat devra être rédigé en langue française.

### **2.2.3 Examen de la candidature**

**Les pièces ou informations dont la production est réclamée, peuvent être demandées au candidat, par courriel, lorsqu'elles sont absentes ou incomplètes.**

Les candidatures sont jugées au travers les renseignements fournis, détaillés ci-après :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat ou du chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, portant sur les trois derniers exercices disponibles,
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat des trois dernières années,
- Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché,
- Liste des principales références datées, chiffrées et vérifiables, sur les trois dernières années dans le domaine du marché.

## 2.3 Contenu et examen de l'offre

**Les candidats peuvent répondre à un lot ou aux deux lots .**

### Contenu de l'offre

*L'offre est impérativement composée des documents suivants pour chacun des lots auquel le candidat soumissionne :*

- L'acte d'engagement complété,
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)\*, (la version électronique doit être transmise au format initial déposé sur la plate-forme, sans modification de la structure),
- Le devis des quantités estimatives (DQE)\*, (selon même modalité que le BPU)
- Le cadre de mémoire technique éventuellement complété du mémoire technique. Ces documents sont contractuels ; il sont spécifiquement rédigés en réponse à la présente consultation.

\* onglets du même tableur : ils doivent impérativement être remplis et la cohérence des prix BPU/DQE vérifiée ainsi que les sommes et montants HT:TVA/TTC.

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que les **échanges** se feront par **voie électronique** (demandes de précisions éventuelles, offres non retenues, notification...), aussi est-il demandé d'**indiquer** dans son mémoire technique la ou les **adresses électroniques** des personnes ou services à contacter pour tout échange concernant le marché objet de la présente consultation.

### Examen de l'offre

Lors de l'examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander aux candidats de préciser ou de compléter la teneur de leur offre et/ou de se faire communiquer les décompositions ou sous détails des prix ayant servi à l'élaboration des prix qu'elle estimera nécessaires.

En accord avec le candidat retenu, le pouvoir adjudicateur peut procéder à une mise au point des composantes du marché sans que ces modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles de l'offre.

Chaque offre est notée sur 100 points décomposés respectivement sur la base de la décomposition suivante :

Critères pondérés de jugement des offres – <b>lot 1</b>
<p><b>Prix</b> noté sur <b>60 points</b> apprécié sur la base du montant en euros TTC du devis des quantités estimatives.</p>
<p><b>Valeur technique</b> appréciée, au vu du mémoire technique visé à l'article 2.3 du règlement de la consultation (notée sur <b>40 points</b>) et décomposée comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Pertinence du modèle de cabine proposé</b> appréciée sur la base des caractéristiques d'une cabine de toilettes sèches à séparation (visuel photo, schémas intérieur et extérieur), l'adaptation du modèle à la fréquentation (capacité des cuves et capacité d'utilisation) et méthode de suivi de la fréquentation, notée sur <b>20 points</b>.</li> <li>• <b>Modalités d'entretien et de maintenance</b> de la cabine appréciées d'après le type de produits de nettoyage utilisés, les interventions et les opérations de maintenance nécessaires pour une fréquence de 100 passages par jour (détail et fréquence) ainsi que les modalités de gestion des effluents, notées sur <b>10 points</b>.</li> </ul>

Critères pondérés de jugement des offres – <b>lot 1</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Intégration paysagère</b> appréciée d'après les modalités d'installation et les impacts sur le milieu naturel, le type de revêtement extérieur et la provenance, la surface de la cabine, notée sur <b>10 points</b>.</li> </ul>
Critères pondérés de jugement des offres – <b>lot 2</b>
<p><b>Prix</b> noté sur <b>70 points</b> apprécié sur la base du montant en euros TTC du devis des quantités estimatives.</p> <p><b>Valeur technique</b> appréciée, au vu du mémoire technique visé à l'article 2.3 du règlement de la consultation (notée sur <b>30 points</b>) et décomposée comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Pertinence du modèle de cabine proposé</b> appréciée sur la base des caractéristiques d'une cabine de toilettes sèches à séparation (visuel photo, schémas intérieur et extérieur), l'adaptation du modèle à la fréquentation (capacité des cuves et capacité d'utilisation) et méthode de suivi de la fréquentation, notée sur <b>10 points</b>.</li> <li>• <b>Modalités d'entretien et de maintenance</b> de la cabine appréciées d'après le type de produits de nettoyage utilisés, les interventions et les opérations de maintenance nécessaires pour une fréquence de 100 passages par jour (détail et fréquence) ainsi que les modalités de gestion des effluents, notées sur <b>10 points</b>.</li> <li>• <b>Intégration paysagère</b> appréciée d'après les modalités d'installation et les impacts sur le milieu naturel, le type de revêtement extérieur et la provenance, la surface de la cabine, notée sur <b>10 points</b>.</li> </ul>

**Critère prix :**

Le critère prix est noté en fonction du ratio entre l'offre la moins onéreuse et celle des autres candidats. Le produit de ce ratio avec le coefficient de pondération donne la note du critère prix.

**Note finale :**

Les notes de chacun des critères énoncés ci-dessus sont ensuite additionnées pour obtenir une note globale.

Le marché est attribué au candidat qui obtient la meilleure note et qui présente l'offre jugée économiquement la plus avantageuse. En cas d'égalité entre plusieurs candidats, le prix prévaut.

### **3. Documents complémentaires à fournir par le candidat attributaire**

Le marché ne peut être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise sous 8 jours ouvrés francs à partir de la demande du pôle commande publique :

- Les certificats relatifs aux obligations fiscales et sociales (formulaire NOTI 2, attestation URSSAF et liasse 3666) ;
- Un extrait K ou un extrait Kbis ou un extrait D1
- Le cas échéant, le candidat produit en outre les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail. Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés.
- L'attestation d'assurance en Responsabilité civile en cours de validité.

Ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

**A défaut de présentation de ces documents dans le délai imparti, la candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé, conformément aux dispositions de l'article R. 2144-7 du**

décret 2018-1075 du 03/12/2018 pris en application de l'ordonnance 2018-1074 du 26/11/2018 portant partie législative du code de la commande publique.

Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

## 4. Mode de transmission

**Les dates et heure limites de réception des offres sont celles figurant en première page.**

**Toute offre parvenant au-delà de cette limite n'est pas prise en compte.**

Conformément à l'article R.2151-6, le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé par la remise des offres.

### 4.1 Offres électroniques

Conformément à l'article R. 2132-7 du décret susmentionné, les communications et les échanges d'informations lors de la passation et de l'exécution du marché ont lieu par voie électronique.

**Les offres sont obligatoirement transmises sous format électronique.**

La plate-forme de dématérialisation utilisée par le PNCaI est sur <https://www.marches-publics.gouv.fr>

La transmission électronique demande une configuration minimale de l'ordinateur utilisé par le candidat. Les prérequis techniques nécessaires à l'envoi électronique sont disponibles sur le site [www.marches-public.gouv.fr/](http://www.marches-public.gouv.fr/)

Le candidat qui utilise la voie électronique avec le PNCaI s'engage à respecter les conditions générales d'utilisation des services de la plate forme des achats de l'État ([marches-publics.gouv.fr/](http://marches-publics.gouv.fr/)) qui expose les modalités de remise des plis et qui attire notamment l'attention des candidats sur l'irrecevabilité des candidatures ou des offres contenant un virus.

Les documents dématérialisés relatifs à la candidature et à l'offre sont placés dans une enveloppe électronique de type répertoire. L'outil de compression de fichier .zip est intégré à la plateforme [marches-publics.gouv.fr/](http://marches-publics.gouv.fr/).

Conformément à l'arrêté **du 22 mars 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2019**, il est rappelé que lorsque le candidat signe électroniquement son offre **les formats de signature de référence acceptés** sont PAdes, Cades, XAdes.

**Le candidat retenu devra compléter, dater et signer de façon manuscrite les actes d'engagement rematérialisés.**

#### **Contenu du répertoire :**

- d'une part les éléments relatifs à la candidature (article 2.2 du présent document)
- d'autre part, l'offre du candidat (article 2.3 du présent document)

#### **Format des documents**

Les documents reçus par le PNCaI doivent pouvoir être lus : les formats de documents acceptés, à l'exclusion de tout autre, sont les suivants : rtf, pdf, txt, bmp, jpg, docx, xlsx, pptx, dwg, open office, calc. Les documents doivent également pouvoir être imprimés aux formats A4 ou A3.

#### **Copie de sauvegarde papier / physique électronique**

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres. Cette copie de sauvegarde, transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant les mentions suivantes : - « Copie de sauvegarde » ; - Intitulé de la consultation ; - Nom ou dénomination du candidat.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :



- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté, la copie de sauvegarde est écartée par l'acheteur.

La copie de sauvegarde ouverte est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions des articles R.2184-12 et R.2184-13 du code de la commande publique.

Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite.

Le candidat ou le soumissionnaire qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait à l'adresse suivante :

Parc national de Port-Cros  
Pôle Commande publique  
181 allée du Castel Sainte-Claire – BP 70220  
83406 Hyères cedex

### **Copie de sauvegarde électronique**

Le dépôt d'une copie de sauvegarde électronique est autorisé dans la présente consultation. Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde électronique dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres. Le dépôt de la copie de sauvegarde électronique doit s'effectuer dans le respect des exigences de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du Code de la commande publique).

A cet égard, le candidat peut recourir :

- soit à une solution intégrée satisfaisant l'ensemble des exigences précitées,
- soit à plusieurs solutions dont la combinaison permet de satisfaire l'ensemble de ces exigences.

Il peut ainsi recourir à une solution lui permettant de s'identifier, d'indiquer le destinataire de son dépôt, d'horodater son pli puis de le mettre en ligne sur une plateforme de stockage sécurisée.

Avant l'échéance de la date de limite de remise des candidatures ou offres, l'acheteur devra être destinataire des données nécessaires pour pouvoir, au besoin, accéder de façon sécurisée à la copie de sauvegarde électronique. Dès lors que le pli comporte des données à caractère personnel, la plateforme de stockage utilisée par l'opérateur économique respecte les exigences du Règlement Général pour la Protection des Données (ou bénéficiant d'un régime de protection équivalent à celui du RGPD si l'hébergement est effectué dans un pays tiers à l'Union Européenne).

En tout état de cause, la solution retenue par l'opérateur garantit la suppression des données dans un délai n'excédant pas celui de la durée de validité des offres de la présente consultation. La copie de sauvegarde électronique ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

### **Antivirus**

Le candidat ou le soumissionnaire doit s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.